

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	<b>Version du 21/04/2022</b>
Article du PSN	Article 77 - Partenariat Européen d'Innovation
Fiche PSN n°	77.01
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	<b>Soutien à l'émergence et au fonctionnement des groupes opérationnels du Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI)</b>
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	Appels à projets Le dépôt des dossiers se fera en 2 temps : <ul style="list-style-type: none"> <li>- phase 1 : dépôt d'un dossier technique suivi d'un oral de présentation du projet (procédure hors du circuit de gestion du FEADER)</li> <li>- phase 2 : dépôt de la demande d'aide FEADER suivant le circuit de gestion traditionnel du FEADER.</li> </ul>
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p><b>Emergence</b>                  Une option de coût simplifié (OCS) sur la base d'un forfait global pourra être mise en œuvre.</p> <p><u>Les actions suivantes relèvent de la phase d'Emergence :</u>                  Développer le partenariat ;                  Définir un plan d'action précis du projet ;                  Affiner les besoins ;                  Tester le projet (la phase d'émergence contient une phase de test avec une étude) ;                  Frais de déplacement pour les voyages d'étude.</p>

Les dépenses suivantes sont éligibles :

les coûts de fonctionnement (location de salle, etc...), les salaires, l'animation et l'accompagnement par des prestataires pour définir le projet, le temps de rédaction du projet de fonctionnement, les voyages d'étude pour effectuer un benchmarking, les frais de communication, les coûts d'un test à petite échelle (=10% du projet), les journées de remplacement des agriculteurs ou leur rémunération selon les des conditions à définir dans les documents de mise en œuvre, formation des porteurs de projet.

### **Fonctionnement**

#### Coûts directs de fonctionnement et d'animation du groupe de projet

Frais de personnel : salaires et charges liées (patronales et salariales).

Prestations de remplacement de l'agriculteur sur son exploitation ou sa rémunération selon les conditions à définir dans les documents de mise en œuvre, hors cotisation au service de remplacement, sous réserve qu'elles soient facturées au chef de file ou à l'un des partenaires financés.

Frais de déplacement de restauration et d'hébergement dans le cadre d'événements organisés par le réseau national PEI ou par le réseau européen PEI, en lien avec le projet porté par le GO

Coûts des études nécessaires à l'élaboration du projet : études de faisabilité, études de marché, plans de développement.

Coûts de formation des membres du GO en ingénierie de projet ou en lien direct avec la réalisation du projet, sous réserve qu'ils soient facturés au chef de file ou à l'un des partenaires financés.

Prestations de conseil ou d'expertise ou d'animation du groupe de projet, réalisées par un prestataire externe et indépendant.

Frais de communication.

Frais de location de salle et de matériel.

#### Coûts directs des projets

Dépenses d'investissement spécifiquement liées à la mise en œuvre du projet et qui ne peuvent pas être couvertes par d'autres mesures du PSN, notamment l'acquisition de matériel expérimental ou de prototypes.

Coûts liés à l'expérimentation : achats de matériel et achats de prestations.

Frais d'évaluation du projet.

Frais de valorisation du projet : frais d'édition, de publication, prestations de communication, prestations d'organisation de séminaire.

Frais de déplacement, de restauration et d'hébergement dans le cadre d'un voyage d'étude ou de benchmarking,

	<p><u>Coûts indirects : calculés sur une base forfaitaire correspondant à 20 % des frais de personnel dédiés au fonctionnement et à l'animation du projet.</u></p> <p><u>Contributions en nature, déterminées et justifiées de la manière suivante :</u></p> <p>Pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ;  Pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables ou des pièces de valeur probante équivalente, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié, et du taux horaire ou journalier de rémunération pour un travail rémunéré équivalent au travail accompli. Le taux retenu par l'autorité de gestion est celui du SMIC horaire brut.  En cas de mise à disposition de personnel à titre gratuit, la copie de la convention de mise à disposition nominative est à fournir.</p> <p><u>Frais de déplacement pour voyages d'études</u></p> <p><u>Plusieurs OCS pourront être mis en œuvre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OCS Salaire</li> <li>• OCS Petit matériel</li> <li>• Les frais de déplacement courants seront adossés au forfait frais divers de 20% déjà existant.</li> </ul>
Inéligibilités	<p>Les porteurs de projet peuvent valoriser les résultats de leurs travaux sous forme d'actions de démonstration et d'information ou sous forme de services de conseil. Les porteurs de projet peuvent être à ce titre soutenus via des dispositifs propres à la région. Lorsque des dispositifs de financement dédiés existent, ces dépenses sont exclues de la présente opération.</p> <p>Sont inéligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les investissements de simple remplacement ; toutefois, ne sont pas considérées comme un simple remplacement et sont éligibles les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti au plan comptable, selon les normes comptables en vigueur ;</li> <li>- les matériels d'occasion ;</li> <li>- les investissements financés par crédit-bail ;</li> <li>- les investissements de simple mise aux normes ;</li> <li>- la TVA déductible, compensable ou récupérable ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les impôts ou les taxes dont le lien avec l'opération ne peut pas être justifié.</li> </ul>
Conditions d'admissibilité	<p><b>EMERGENCE</b></p> <p>La présente fiche d'intervention vise à soutenir l'émergence des GO du PEI-AGRI en Bourgogne-Franche-Comté, pendant une durée maximale d'un an. L'émergence des groupes comprend deux tâches principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration et le montage du projet opérationnel du groupe, y compris la réalisation d'études préalables,</li> <li>- la recherche et la structuration du partenariat efficace en vue de mettre en œuvre le projet.</li> </ul> <p>Les groupes de projet doivent s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques prioritaires identifiées en Bourgogne-Franche-Comté, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adaptation et l'atténuation du changement climatique</li> <li>- les protéines végétales ou l'autonomie alimentaire des élevages,</li> <li>- le développement des systèmes agroécologiques,</li> <li>- la diversification des systèmes de production,</li> <li>- la création et l'accroissement de la valeur ajoutée,</li> <li>- l'adaptation au marché,</li> <li>- la gestion des risques (économiques, climatiques, sanitaires),</li> <li>- l'organisation du travail et l'amélioration des conditions de travail,</li> <li>- la création et la transmission des exploitations,</li> <li>- la prise en compte des exigences environnementales, sociales et climatiques.</li> <li>- data et numérique : l'agriculture connectée.</li> </ul> <p>Pour être éligible, toute opération devra répondre à au moins un de ces enjeux.</p> <p>Le groupe de projet est fondé sur le partenariat. Un partenariat est une collaboration entre au moins deux parties indépendantes l'une de l'autre visant à échanger des connaissances ou des technologies, ou à atteindre un objectif commun, fondée sur une division du travail impliquant que les parties définissent conjointement la portée du projet collaboratif, contribuent à sa réalisation, et en partagent les risques et les résultats. Une prestation de services n'est pas considérée comme une forme de partenariat.</p> <p>Le groupe émergent est constitué initialement d'au moins deux partenaires juridiquement distincts et indépendants.</p> <p>Les partenaires peuvent relever des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- agriculteurs ou groupements d'agriculteurs</li> <li>- coopératives</li> <li>- organisations interprofessionnelles</li> </ul>

- personnes physiques, des groupes de personnes physiques ou des personnes morales engagées dans la gestion forestière, l'exploitation forestière ou la première transformation du bois ;
  - établissements publics
  - associations
  - organismes de développement et de conseil
  - collectivités territoriales
  - établissements consulaires
  - établissements d'enseignement agricole
  - instituts techniques agricoles ou forestiers
  - établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur
  - entreprises agro-alimentaires...
- ... ou toute autre entité dont l'activité contribue aux priorités de la politique de développement rural.

Les partenaires initiaux désignent un chef de file. Le chef de file peut être le groupe lui-même si celui-ci dispose d'une personnalité juridique. À défaut, le groupe peut désigner un des partenaires comme chef de file du groupe de projet.

Le chef de file doit être localisé en Bourgogne-Franche-Comté.

Le chef de file porte la demande de financement pour l'ensemble des partenaires. Il est chargé de l'animation et du suivi administratif et financier du groupe ainsi que de l'évaluation de ses actions. Il peut choisir de déléguer ces missions à un partenaire, mais il reste l'interlocuteur privilégié du service instructeur. Le chef de file désigne un animateur pour le projet.

Les partenaires initiaux doivent formaliser leur collaboration par une convention qui détaille leurs missions et obligations respectives, le plan de financement avec les coûts supportés par chacun, les modalités de paiement de l'aide européenne, le traitement des litiges, les responsabilités de chacun. Le bon établissement de cette convention est essentiel car il conditionne le paiement de l'aide aux partenaires faisant l'objet de la demande de financement.

Le projet doit être nouveau au moment de la demande, autrement dit : le porteur de projet ou ses partenaires ne doivent pas avoir bénéficié d'un financement public par le passé pour une opération présentant les mêmes actions.

Le groupe en émergence doit présenter dans son dossier de demande d'aide un projet qui détaille les éléments ci-dessous.

Le groupe de projet expose la problématique identifiée et les enjeux qu'elle représente pour la Bourgogne-Franche-Comté. Il explique également en quoi le projet est innovant et dans quelle mesure il répond aux enjeux prioritaires identifiés en région. Il démontre en quoi le projet est le fruit d'une démarche ascendante, qui part des besoins exprimés par les acteurs de terrain.

Le groupe de projet définit les contours du projet opérationnel à élaborer, en listant les actions et les tâches à mener pour répondre à la problématique. Il est bien entendu que le projet opérationnel est amené à évoluer et s'affiner tout au long de la construction

du groupe, notamment en fonction des apports des autres partenaires. Il s'agit ici d'identifier les caractéristiques du projet qui justifient le partenariat ciblé.

Le partenariat ciblé pour répondre à la problématique et la méthode envisagée pour construire le partenariat

Le groupe de projet doit s'attacher à démontrer en quoi le partenariat envisagé est efficace pour répondre à la problématique posée, en expliquant la contribution attendue de chaque partenaire au futur projet opérationnel du groupe.

Il doit expliquer de quelle manière il compte impliquer et construire le partenariat et quel sera le mode de fonctionnement de ce partenariat.

## **FONCTIONNEMENT**

La présente fiche d'intervention vise à soutenir le fonctionnement des GO du PEI en Bourgogne-Franche-Comté et la mise en œuvre de leurs projets pour une durée maximale de 3 ans.

Les groupes de projet doivent s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques prioritaires identifiées en Bourgogne-Franche-Comté, à savoir :

- l'adaptation et l'atténuation du changement climatique
- les protéines végétales ou l'autonomie alimentaire des élevages,
- le développement des systèmes agroécologiques,
- la diversification des systèmes de production,
- la création et l'accroissement de la valeur ajoutée,
- l'adaptation au marché,
- la gestion des risques (économiques, climatiques, sanitaires),
- l'organisation du travail et l'amélioration des conditions de travail,
- la création et la transmission des exploitations,
- la prise en compte des exigences environnementales, sociales et climatiques,
- data et numérique : l'agriculture connectée.

Pour être éligible, toute opération devra répondre à au moins un de ces enjeux.

Le groupe de projet est fondé sur le partenariat. Un partenariat est une collaboration entre au moins deux parties indépendantes l'une de l'autre visant à échanger des connaissances ou des technologies, ou à atteindre un objectif commun, fondée sur une division du travail impliquant que les parties définissent conjointement la portée du projet collaboratif, contribuent à sa réalisation, et en partagent les risques et les résultats. Une prestation de services n'est pas considérée comme une forme de partenariat.

Le groupe opérationnel est constitué d'au moins deux partenaires juridiquement distincts et indépendants, dont un dans chacune des deux catégories ci-dessous :

Catégorie 1 : agriculteur, groupement d'agriculteurs ; entreprise active dans le secteur de la production agricole ou agroalimentaire ; personne physique, groupe de personnes physiques ou personne morale actives dans la gestion forestière, l'exploitation forestière ou la première transformation du bois.

Catégorie 2 : organisme de développement et de conseil ; établissement consulaire ; établissement d'enseignement agricole ; organisme de recherche ; institut technique agricole ou forestier.

Le groupe de projet désigne un chef de file.

Le chef de file doit être localisé en Bourgogne-Franche-Comté.

Le chef de file peut relever des catégories suivantes :

- agriculteurs ou groupements d'agriculteurs
- coopératives
- organisations interprofessionnelles
- personnes physiques, des groupes de personnes physiques ou des personnes morales engagées dans la gestion forestière, l'exploitation forestière ou la première transformation du bois ;
- établissements publics
- associations
- organismes de développement et de conseil
- collectivités territoriales
- établissements consulaires
- établissements d'enseignement agricole
- instituts techniques agricoles ou forestiers
- établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur
- entreprises agro-alimentaires...

... ou toute autre entité dont l'activité contribue aux priorités de la politique de développement rural.

Le chef de file porte la demande de financement pour l'ensemble des partenaires. Il est chargé de l'animation et du suivi administratif et financier du groupe ainsi que de l'évaluation de ses actions. Il peut choisir de déléguer ces missions à un partenaire, mais il reste l'interlocuteur privilégié du service instructeur. Le chef de file désigne un animateur pour le projet.

Les partenaires doivent formaliser leur collaboration par une convention qui détaille leurs missions et obligations respectives, le plan de financement avec les coûts supportés par chacun, les modalités de paiement de l'aide européenne, le traitement des litiges, les responsabilités de chacun. Le bon établissement de cette convention est essentiel car il conditionne le paiement de l'aide aux partenaires faisant l'objet de la demande de financement.

	Le groupe opérationnel doit en outre établir des procédures internes permettant d'assurer la transparence de ses opérations et de la prise de décision et d'éviter les conflits d'intérêt.
Lignes de partage PSN	Ne pas solliciter pour le projet d'autres subventions mentionnées dans le plan de financement. Les dépenses d'investissements éligibles à d'autres mesures du PSN sont financées dans ces autres mesures.
Lignes de partage FESI	Stratégie innovation dans le FEDER. FEAMP
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	<p>Le bénéficiaire de l'aide est le chef de file du groupe de projet. Celui-ci est responsable du reversement de la subvention aux partenaires (dont lui-même) en fonction des coûts supportés et justifiés par chacun, sur la base de la convention établie entre eux.</p> <p>Le chef de file peut relever des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- agriculteurs ou groupements d'agriculteurs</li> <li>- coopératives</li> <li>- organisations interprofessionnelles</li> <li>- personnes physiques, des groupes de personnes physiques ou des personnes morales engagées dans la gestion forestière, l'exploitation forestière ou la première transformation du bois ;</li> <li>- établissements publics</li> <li>- associations</li> <li>- organismes de développement et de conseil</li> <li>- collectivités territoriales</li> <li>- établissements consulaires</li> <li>- établissements d'enseignement agricole</li> <li>- instituts techniques agricoles ou forestiers</li> <li>- établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur</li> <li>- entreprises agro-alimentaires...</li> </ul> <p>... ou toute autre entité dont l'activité contribue aux priorités de la politique de développement rural.</p>
<b>Nature et montant de l'aide</b>	
<b>A. Nature de l'aide</b>	
Subvention / IF	Subvention



## B. Taux d'aide

Taux de base	<p><b>Projets relevant uniquement du secteur agricole (dont les activités entrent dans le champ de l'article 42 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) ou du secteur forestier :</b></p> <p><u>Dépenses de fonctionnement</u> L'intensité de l'aide publique est de 100 % du montant des dépenses éligibles.</p> <p><u>Dépenses d'investissement</u> Dans le cas d'une aide à des investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement PSN seront respectés.</p> <p><b>Projets hors secteur forestier et hors secteur agricole (hors du champ de l'article 42 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) :</b> En fonction des régimes d'aides d'Etat applicables.</p>
--------------	---

Majoration(s)	Non
---------------	-----

## C. Calcul du montant de la subvention

Plancher (en dépenses éligibles)	<p><b>Emergence</b> : OCS à 50 000 €</p> <p><b>Fonctionnement</b> : 50 000 € (dossiers en dessous financés par crédits Région via le dispositif « Recherche et expérimentation »).</p> <p>Cette donnée indicative sera précisée à chaque appel à projets.</p>
Plafonds (en dépenses éligibles)	Non
Sur-plafonds	Non
Modalités de versement (acomptes ?)	<p><b>Emergence</b> Pas d'acompte mais des avances dans la limite de 30% de l'aide prévue pour inciter les démarches de recherche et couvrir les salaires de l'animation.</p> <p><b>Fonctionnement</b> Avances dans la limite de 15% Plusieurs acomptes sont possibles, dans la limite de 1 par an. Le nombre maximal d'acompte possible sera indiqué dans la décision attributive de l'aide.</p>

## Procédure

Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	<b>EMERGENCE et FONCTIONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adéquation aux priorités régionales – pertinence des thématiques retenues</li> <li>- Innovation</li> <li>- Qualité technique et scientifique</li> <li>- Impact et transférabilité</li> <li>- Faisabilité technique et économique</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	